

Bagnaux, le 4 avril 2007

A l'attention des signataires de la pétition « Sauvons le Sport »

Mesdames , Messieurs,

C'est l'ensemble du monde sportif qui traverse aujourd'hui une crise majeure. Une crise dont les causes n'ont jamais été aussi aisément identifiables qu'en cette fin de mandature. Car le gouvernement a fait des choix et les affiche sans complexe.

D'abord celui d'engager l'INSEP sur la voie de la privatisation. Le transfert au privé de missions jusqu'ici remplies par les techniciens et ouvriers de service est la première étape symbolique d'un processus dont les conséquences seront désastreuses. Car la recherche du profit et la réduction des coûts sont inconciliables avec des missions aussi cruciales que la formation de nos champions.

Pire, cet abandon gagne désormais le sport pour tous, celui des familles, des enfants. Ce sport qui garantit une véritable cohésion sociale et porte des valeurs de respect, de partage et d'émancipation est désormais méprisé.

La fragilisation des Centres Régionaux d'Education Populaire et de Sport et la disparition du Fonds National pour le Développement du Sport participent de cette politique et ne sont pas de bon augure pour la santé du sport associatif.

Et pourtant, ce sont ces bénévoles d'associations sportives qui redoublent d'efforts et sont de plus en plus nombreux à intervenir dans les écoles. Car le sport scolaire est menacé. Nos enfants en sont les premières victimes.

Dans les 5 ans, ce sont près de 70% des postes au concours de professeur d'Education Physique qui seront supprimés quand les forfaits de 3 heures permettant aux enseignants de se consacrer à l'association sportive de leur établissement sont déjà remis en cause.

Je soutiens le combat de ces enseignants et fais mien leur slogan :« Pas d'Education sans Education Physique et Sportive. »

Les engagements que je défendrai dans l'hémicycle du Palais Bourbon sont clairs. Le budget national dévolu au sport doit être à la hauteur de la place prépondérante qu'occupe ce dernier dans la vie de nos familles en atteignant 1% du PIB.

.../...

.../...

Augmentation des subventions publiques, dotation des fédérations en cadres techniques, formations des éducateurs, abrogation de la loi Fillon et du décret de Robien, etc : autant de mesures urgentes que je soutiendrai avec force.

En défendant une politique ferme et déterminée de lutte contre le dopage à l'attention des professionnels comme des amateurs, ce sont les vecteurs d'éthique et d'exemplarité du mouvement sportif que je souhaite souligner à l'encre indélébile.

Aux notions gestionnaires de rentabilité et d'inéluctable désengagement étatique auxquelles Jean-François Lamour a souhaité nous convertir, j'oppose celles d'exigence et de courage politique.

Marie-Hélène AMIABLE
Maire de Bagneux